

# Serval, Barkhane : neuf ans et demi d'engagement militaire français au Sahel

Par Le Figaro avec AFP



Dans cette photo d'archive prise le 14 décembre 2021 Un avion C-130 Hercules survole le camp militaire Barkhane à Tombouctou lors de la remise du camp français à l'armée malienne. FLORENT VERGNES / AFP

Les derniers militaires français de la force anti djihadiste Barkhane ont quitté lundi 15 août le Mali après neuf ans de présence, sur fond de relations houleuses entre Paris et la junte au pouvoir à Bamako.

Rappel des dates-clés depuis le lancement en 2013 au Mali de l'opération française Serval, relayée en 2014 par Barkhane, qui a achevé lundi 15 août son retrait du pays, poussée dehors par la junte militaire au pouvoir. Dans le cadre de ces opérations, 53 soldats français sont décédés

## Serval

En mars 2012, des rebelles indépendantistes, vite évincés par leurs alliés islamistes associés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), prennent le contrôle de Kidal, Gao puis Tombouctou (nord du Mali). Le 11 janvier 2013, Paris lance l'opération Serval pour enrayer la progression des djihadistes.

Fin janvier, les soldats français reprennent Gao, entrent sans combat dans Tombouctou et s'emparent de l'aéroport de Kidal. Peu après, le président français François Hollande est accueilli en libérateur. En juillet, une mission de l'ONU, la Minusma, prend le relais d'une force panafricaine.



Des troupes françaises de l'opération «Licorne» arrivent sur la base aérienne militaire près de Bamako le 15 janvier 2013 pour renforcer les hommes de l'opération «Serval». ERIC FEFERBERG / AFP

## **Barkhane**

En mai 2014, des groupes rebelles touareg et arabes reprennent Kidal. Le 1er août, Serval est remplacée par Barkhane, une opération à vocation régionale, forte alors de 3000 soldats français au Sahel.

En mai-juin 2015, l'accord de paix d'Alger est signé entre gouvernement malien et ex-rébellion touareg. Mais sa mise en œuvre demeure embryonnaire. Les violences se propagent vers le sud, le Burkina Faso et le Niger.

## **Attentats**

À partir de 2015, multiplication des attaques contre les forces sahéennes ou étrangères, ainsi que des lieux fréquentés par des étrangers. En mars 2017, les djihadistes liés à Aqmi se fédèrent en un « *Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans* » (GSIM). Fin 2019, treize soldats français sont tués dans la collision accidentelle de deux hélicoptères.





De gauche à droite : MDL Valentin Duval, LTN Pierre Bockel, ADC Julien Carrette, CNE Romain Chomel de Jarnieu, CNE Benjamin Gireud, MCH Jérémy Leusie, SCH Andrei Jouk, MDL Antoine Serre, BCH Romain Salles de Saint-Paul, MCH Alexandre Protin, LTN Alex Morisse, CNE Nicolas Megard, CNE Clément Frison-Roche. Ministère des Armées.

Le groupe État islamique au grand Sahara (EIGS) lance des attaques d'ampleur contre des bases militaires au Mali et au Niger. Il est désigné ennemi numéro un lors d'un sommet début 2020 entre Paris et ses partenaires du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad).

## Des chefs tombent

Début juin, le chef d'Aqmi, l'Algérien Abdelmalek Droukdel, est tué par Barkhane. En novembre, Bah Ag Moussa, «*chef militaire*» du GSIM, est abattu par la France.

Les djihadistes poursuivent leurs attaques. En août, l'EIGS tue six humanitaires français au Niger. Le chef de l'EIGS, Adnan Abou Walid al-Sahraoui, sera tué en 2021 par les forces françaises.

## Coups d'Etat

Le 18 août 2020, le président malien Ibrahim Boubacar Keïta, élu en 2013, est renversé par un putsch après des mois de crise politique. Les relations entre Paris et Bamako se détériorent après un nouveau coup d'État, le 24 mai 2021.

Le 10 juin, le président français Emmanuel Macron annonce le départ progressif des 5000 hommes de Barkhane au profit d'un dispositif allégé de 2500 à 3000 hommes. Le 25 septembre, le premier ministre malien accuse la France d'un «*abandon en plein vol*», justifiant la nécessité de «*chercher d'autres partenaires*». Le 30, Emmanuel Macron qualifie ces propos de «*honte*».

Fin décembre, une quinzaine de puissances occidentales dont Paris dénoncent un début de déploiement du groupe paramilitaire russe controversé Wagner au Mali. Le 9 janvier 2022, la Cédéao ferme ses frontières avec le Mali et lui impose un embargo, sanctionnant le report des élections présidentielle et législatives prévues le 27 février. L'embargo sera levé en juillet.

Le 24 janvier, coup d'État au Burkina Faso, désormais le troisième pays, parmi les quatre où Barkhane est déployée, dirigé par une junte militaire.

## Nouvelle escalade

Fin janvier, Bamako exige du Danemark le retrait immédiat de ses soldats récemment arrivés dans le cadre du groupement européen de forces spéciales Takuba, affirmant ne pas avoir consenti à ce déploiement. Le 31, la junte décide d'expulser l'ambassadeur de France.

## Retrait de Barkhane, fin de Takuba

Le 17 février, la France et ses partenaires européens officialisent le retrait du Mali de Barkhane et Takuba. Emmanuel Macron fixe un délai de « *quatre à six mois* ». Le 18, Bamako demande à Paris de retirer ses soldats « *sans délai* », demande rejetée par Emmanuel Macron.

Le 2 mai, la junte rompt les accords de défense avec Paris et ses partenaires européens. Le 15, Bamako annonce quitter le G5 Sahel. Le 13 juin, l'armée française quitte la base militaire de Ménaka (est), après Gossi en avril et avant Gao courant août. Le 29 juin, l'ONU prolonge d'un an la Minusma, désormais sans soutien aérien français.



Le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, salue les soldats de la force Barkhane sur la base militaire de Ouallam, le 15 juillet 2022, dans le cadre d'une visite officielle avec le ministre français des Affaires étrangères au Niger. BERTRAND GUAY / AFP

Le 1er juillet, Paris annonce la fin de Takuba

En juillet, les accords diplomatiques se multiplient entre Bamako et la Minusma. Avec ce désengagement du Mali, la France divise par deux sa présence au Sahel avec 2500 militaires environ. Désormais l'armée française offrira son soutien, mais en deuxième ligne. Paris conservant notamment plus d'un millier d'hommes au Niger

**Rappel** : 51 militaires sont morts pour la France sur cette terre dont les caporaux chefs Charenton et Riveta du 1<sup>er</sup> RCP